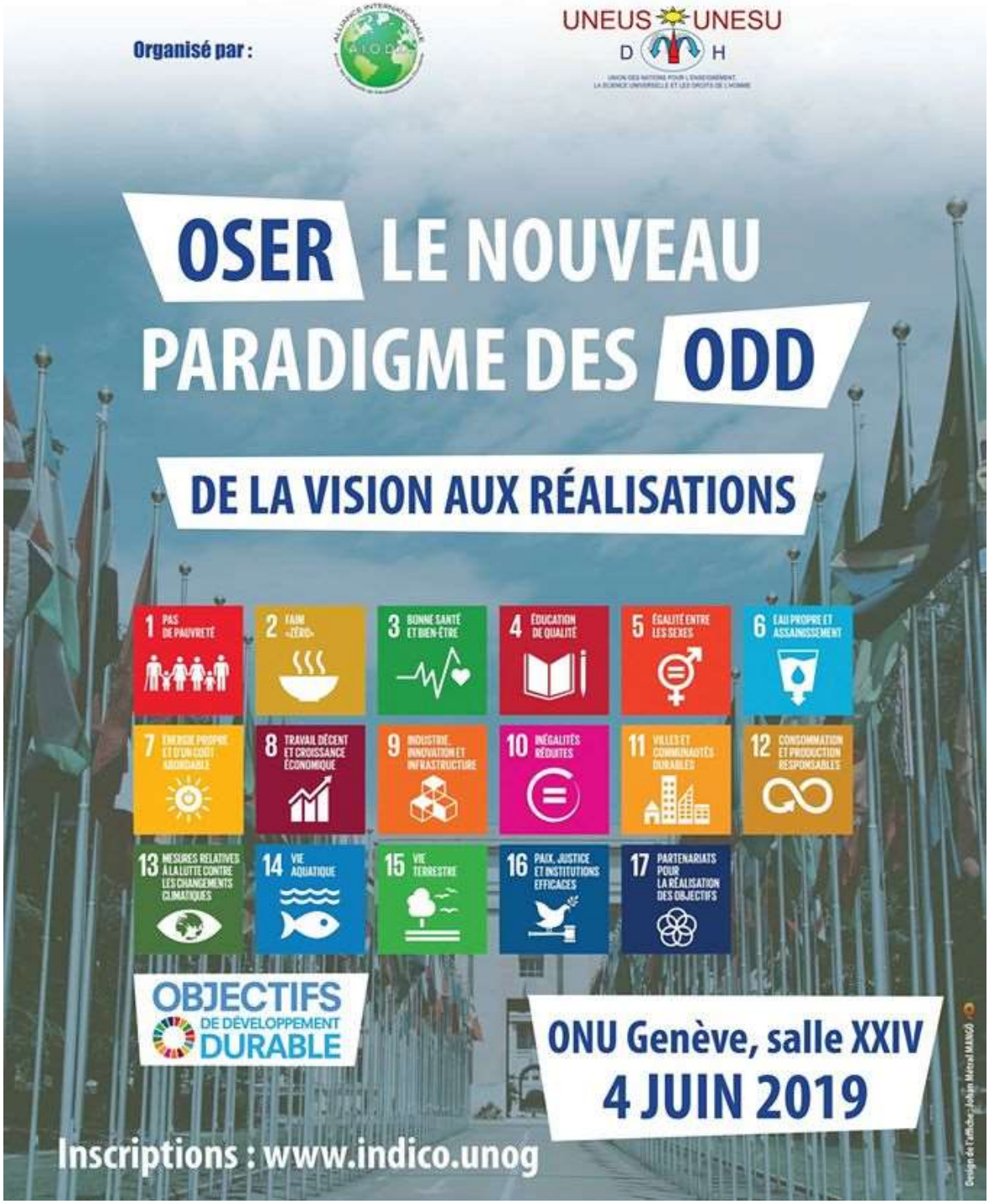

Colloque « Oser le nouveau paradigme sur les ODD : de la vision aux réalisations », organisé par :

L'Alliance Internationale pour les Objectifs de Développement Durable (AIODD) &
Union des Nations pour l'Enseignement la Science Universelle et les Droits de l'Homme (UNESU)

Actes rédigés par :
Pascale Fressoz et Patrice Robineau, AIODD

Synthèse

Le colloque international, « Oser le nouveau paradigme des ODD : de la vision aux réalisations » a été organisé, le 4 juin, au Palais des Nations, à Genève, rassemblant plus de 300 participants. Il avait pour but de mieux faire connaitre l'Agenda 2030 de l'ONU adopté par l'ensemble des Etats Membres en 2015, d'apporter un éclairage sur le nouveau paradigme qui inspire la conception et la mise en œuvre des ODD et de mobiliser les différents acteurs pour s'engager davantage dans les transformations sociétales nécessaires. Certaines actions majeures engagées à ce jour ont été présentées, avec une mise en lumière de celles à démultiplier sur d'autres territoires en raison de leur exemplarité. Le colloque s'est déroulé en présence de diplomates, philosophes, écrivains, élus, chefs d'entreprises, ONG et citoyens, certaines organisations représentant elles-mêmes des centaines de citoyens (WWF, Greenpeace, Artisans du Monde, etc.).

Ce colloque a permis d'accueillir des acteurs reconnus, faisant partie des plus grandes figures du développement durable, avec notamment Dominique Bourg, Patrick Viveret, Isabelle Delannoy, René Longet… et de nombreux autres intervenants issus du monde politique, économique, social et associatif. La jeunesse s'est exprimée à plusieurs reprises (Aya 12 ans et autres membres de AIODD Kids), Eloïse Leurs, étudiante de Polytech Annecy-Chambéry, etc.

AIODD & UNESU ont souhaité mettre le Maroc à l'Honneur au regard du leadership du Roi Mohamed VI pour le climat, son approche intégrée du développement durable (Stratégie Nationale De Développement Durable 2016 – 2030) et sa forte implication sur les questions humaines et sociales, telle que la question douloureuse des migrants avec le Pacte de Marrakech. L'étudiante de Polytech, E. Leurs, intervenue en fin de séance, a ému l'audience sur la situation tragique des migrants (l'émotion est montée jusqu'aux larmes), à travers son cri d'indignation.

Le colloque a été animé par Patrice Robineau, ancien haut-fonctionnaire des Nations-Unies et Vice-Président de AIODD. Il a posé le cadre et le contexte des quatre panels, présenté l'ensemble des conférenciers et relevé quelques points saillants propres à chaque intervention et aux débats qui s'ensuivaient.

Les différents aspects du développement durable ont été abordés, en évoquant la nécessité de trouver un "fin équilibre" entre les 3 dimensions du développement durable et les 5 P des ODD (People, Planet, Prosperity, Peace, Partnership), car les approches doivent être globales, et non cloisonnées, et inter-connectées (importance de voir l'impact d'une politique ou action sur un ensemble d'ODD).

Session d'ouverture

Les Ambassadeurs du Maroc et de la France auprès des Nations Unies et des Organisations internationales, Omar Zniber et François Rivasseau, ont ouvert ce séminaire, au titre de leur pays qui ont respectivement présidé la COP21 et la COP22, mais aussi en raison de leur engagement particulièrement actif en faveur des ODD.

Invité d'honneur du colloque et intervenant à ce titre lors de la session d'ouverture, **Dominique BOURG** a brossé un tableau de la situation contemporaine de l'humanité en termes éthique, politique et dans son rapport avec la nature, soulignant que ces questions sont fondamentales pour saisir le paradigme dans lequel les ODD doivent se déployer. Il a souligné tout d'abord que nous traversons une période d'affaissement moral à travers la remise en cause des droits de l'homme, illustrée notamment par la transformation de la Méditerranée en cimetière marin, ce qui constitue un tragique déni de solidarité. Cet affaissement moral est clairement lié à un affaissement politique qui se manifeste par la montée des populismes.

Dominique Bourg fait en outre le lien entre cette vague populiste, le climatoscepticisme et l'insuffisante priorité accordée aux questions environnementales et de durabilité. Ce phénomène est renforcé par l'éclatement des systèmes d'information et de communication qui constituent des réseaux de repli, fermés à ce que nous révèlent les chercheurs, notamment ceux du GIEC et de l'IPBES, unanimes à nous adresser un message d'urgence concernant l'habitabilité de la terre : le vivant s'effondre, remettant en cause la capacité même de nous nourrir.

En contrepoint, Dominique Bourg souligne le rôle de la jeunesse qui exprime publiquement son inquiétude sur la capacité future de vivre sur terre, et qui veut en conséquence arrêter cet effondrement. Pour l'orateur, la modernité conçue comme une séparation de la nature et de l'humanité est en fin de course. Emerge alors un nouveau paradigme marqué par la réinscription de l'humanité au sein du vivant. Le premier pas a été effectué au 19ème siècle par Darwin, démontrant que l'être humain est une espèce qui partage l'odyssée des autres espèces en général. L'essor de l'éthologie animale dans la seconde moitié du 20ème siècle montre à son tour qu'il existe des attributs communs aux espèces vivantes, telles que les émotions, les relations, les modes de communication et diverses formes d'intelligence. L'approche considérant ces attributs comme séparant l'humanité de l'animalité vole en éclats. De même, on assiste à une révolution en matière de biologie végétale, montrant les interrelations entre espèces et leur adaptation à un contexte changeant. La science révèle ainsi l'unité fondamentale entre nous-mêmes et les autres éléments du vivant. Cela suscite un début de prise de conscience qui se manifeste par divers engagements, notamment pour la cause animale, l'affirmation des droits de la nature, et les pratiques de permaculture qui constituent une synthèse entre les savoirs ancestraux et l'écologie scientifique la plus moderne et la plus sophistiquée.

Ce début de révolution paradigmatique s'étend également à la sphère spirituelle. Ainsi, l'Encyclique *Laudato si* du Pape François affirme que Dieu est présent dans la nature et les spiritualités liées à l'animisme et au chamanisme sont de plus en plus reconnues au-delà de leur propre sphère culturelle.

Une telle révolution paradigmatique relève d'une prise de conscience essentielle pour répondre à l'impératif de sauver le vivant et donner par là-même une assise solide à la réalisation effective des ODD. Pour conclure, Dominique Bourg appelle à faire en sorte que cette prise de conscience continue de s'étendre pour nous aider à arrêter le rouleau compresseur qui est en train de dramatiquement détruire nos conditions de vie.

L'Ambassadeur Omar ZNIBER a évoqué les problématiques du « vivre ensemble » face à la montée des souverainismes et l'importance d'éviter de glisser vers « ces voies sans issue ». Les ODD sont la meilleure solution pour faire face à cette menace majeure. Il a fait part des progrès réalisés au Maroc en termes d'éducation (ODD N°4), avec un taux record de 100 % de scolarisation, un accès à 100 % à l'eau potable et à l'électricité (ODD N°6). Le Maroc souhaite devenir une puissance mondiale dans le domaine des énergies solaires (ODD N°7), avec la volonté d'avoir, en 2020, 40 % de la production d'électricité issue des ressources renouvelables. De nombreuses filières et stratégies sectorielles ont déjà intégré les ODD dans leurs approches.

Les acteurs ont été invités par le Roi à revoir le modèle de développement du Maroc. La volonté est d'inventer un modèle social (ODD N°9) faisant du développement humain la priorité pour le futur immédiat. Les partis politiques, les parlementaires et le Conseil Économique et Social ont été invités à réfléchir pour mieux intégrer cette dimension. S.E. Omar Zniber a fortement souligné l'importance des droits de l'homme (ODD N°16), dans les faits et non seulement dans les mots. Une société civile forte (ODD N°16) s'est constituée et le Maroc fait de l'égalité et la parité homme / femme (ODD N°5) une priorité : les pouvoirs publics sont placés dans l'obligation de la mettre en oeuvre.

Les enjeux restent importants dans le domaine de la santé (ODD N°3), avec une assurance maladie pour 9 millions de marocains (subvention directe), ce qui constitue pour l'État un défi sur le plan financier. Actuellement, de nombreuses personnes vivent encore sous le seuil de pauvreté (ODD N°1). Les enjeux restent nombreux avec une population urbaine qui a doublé en 25 ans, ce qui est un signe de progrès mais aussi un défi pour la construction d'infrastructures (ODD N°11), d'écoles, d'hôpitaux, de moyens de transports… A ce jour, 80 % de la population vit en milieu urbain.

La priorité a été donnée à l'agriculture (et non aux industries) pour assurer la sécurité alimentaire (ODD N°2), le Maroc devenant ainsi une puissance agricole. Le climat semi-aride pose néanmoins des contraintes fortes en termes de ressources en eau. En matière de coopération (ODD N°10, N°17), la volonté du Maroc est avant tout de protéger les droits des migrants, de continuer à construire des hôpitaux en Afrique, de former et de partager des expériences, de manière très concrète, avec le continent africain. L'Ambassadeur O. Zniber a d'autre part salué l'action de la France et la contribution de l'AFD au Maroc, particulièrement bénéfique en termes de développement humain et social.

L'Ambassadeur François RIVASSEAU a souligné le fait que « Les ODD sont une boussole » pour nous guider, avec notamment le souci de préserver l'avenir de nos enfants. Il a également rappelé qu'ils concernent tous les pays, tous les acteurs, tous les secteurs, tous les domaines (éducation, gouvernance, biodiversité, santé, travail décent…), avec pour objectifs premiers de réduire la pauvreté et lutter contre les inégalités. La transversalité fait la force des ODD. Ce sont des objectifs concrets, mesurables, précis, ce n'est pas uniquement un idéal : nous devons collectivement les atteindre.

Les priorités de la France, telles que rappelées dans le cadre du G7 (présidence de la France), sont l'élimination de la pauvreté, la lutte contre les inégalités et les discriminations. Plusieurs plans et programmes ont été mis en place, notamment le Plan Pauvreté (ODD N°1) adopté en septembre 2018, le Plan Climat (ODD N°13), le Plan pour la Décarbonisation de l'Economie (ODD N°9), le Plan Biodiversité (ODD N°14 et 15), la feuille de route de l'Economie Circulaire (ODD N°12), etc. La stratégie de la France a aussi été alimentée par les propositions formulées dans le cadre du Grand Débat National.

F. Rivasseau a par ailleurs mentionné une forte augmentation de l'aide au développement (ODD N°10 et 17). En 2019, le budget de l'AFD (Agence Française du Développement) a augmenté de 1 milliards d'euros. Une partie de cette aide a été reversée vers l'Afrique et les pays les plus fragilisés sous forme

de dons, notamment dans le domaine de l'éducation (ODD N°4), l'égalité (ODD N°5), la santé (ODD N°4), la nutrition (ODD N°2) ainsi que pour le traitement des crises et des fragilités (ODD N°16). Il a souligné l'importance de travailler à une mondialisation équitable et de redoubler d'efforts dans le champ de la coopération pour le développement.

En France, un comité de pilotage des ODD a été créé au niveau interministériel. Les équipes ministérielles françaises ont participé, en 2018, à la revue nationale de la France dans le cadre du Panel de Haut Niveau sur les ODD, à l'ONU New York (*auquel AIODD a également participé*). Plus généralement, l'Ambassadeur a observé une réelle appropriation des ODD par certains acteurs, comme le montre cette conférence, et a manifesté une reconnaissance toute particulière vis-à-vis de la jeunesse engagée.

Il a évoqué pour conclure, le rôle de Genève en tant que capitale mondiale des ODD, le rôle majeur de l'ancien Directeur des Nations Unies, Mr Möller, et plus généralement le rôle de toutes les différentes organisations internationales : Genève est ainsi la ville du multilatéralisme, des droits de l'homme et de la paix, où se créent de belles synergies pour les ODD.

Aya CHBAB et 2 autres enfants de 12 ans, tous engagés au sein du programme AIODD Kids, ont brillamment brossé le tableau des ODD N°1 et N°4, avec quelques chiffres clés, après un message introductif.

> *« Je m'appelle Aya Chbab, je suis en sixième, j'ai 12 ans et j'habite en France à Annemasse, capitale du pôle français dans le Grand-Genève. Je suis heureuse d'être là avec Léa Fawaz, Mohamad Yacine et Salia Kalki pour la première fois afin de vous parler de AIODD Kids qui nous tient à cœur. L'année dernière avec Léa, nous avons participé AU festival de la Cause des Femmes à Gaillard, où nous avons tenu le stand de AIODD en compagnie de Pascale et mon papa Ahmed ici présents. Nous avons contribué en écrivant un mot sur une carte postale : « Liberté , égalité , fraternité en guise de devise pour que rien ne nous divise » ce qui a ensuite été envoyée à plusieurs citoyennes et citoyens. Ensuite nous avons commencé à collecter des dons en parlant des activités de AIODD dans le monde. Au cours de notre intervention, nous avons récolté une somme d'argent et nous l'avons envoyé à des personnes nécessiteuses pour se soigner, notamment les enfants démunis. »*

Les autres enfants ont ensuite souligné les points suivants : pour l'ODD 1 (pauvreté) ces 20 dernières années, la croissance économique et une meilleure productivité agricole ont permis de diviser par deux le nombre de personnes sous alimentées. L'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes et plusieurs pays dans d'autres régions aussi ont accompli des progrès considérables en vue d'éradiquer la faim extrême (ODD 2). Pour l'ODD 4 sur l'éducation de qualité, plus de 265 millions d'enfants ne sont actuellement pas scolarisés. Parmi les élèves allant à l'école, beaucoup n'acquièrent pas les compétences de base (écriture, mathématique…).

Tous ces jeunes intervenants ont montré leur sensibilité envers les enfants vivant dans les pays les plus pauvres, les enfants exclus ou démunis, en évoquant l'importance de s'engager dès le plus jeune âge !

« Après avoir remercié l'ensemble des partenaires et l'ONU à Genève, **Charles SIMON**, Représentant Principal de l'ONG UNESU à l'ONU, a délivré un message d'urgence en rappelant l'importance de la vie sociale. S'intéresser aux êtres qui œuvrent dans l'ombre, sans moyen, sans aide, c'est entrer dans le Nouveau Paradigme Social planétaire. Il regrette que certains organismes n'aient pas permis de maintenir la cohésion sociale, de cultiver un esprit humain créatif, y compris à l'école.

Les évolutions sociales doivent se faire différemment, sans un État central ou une élite dirigeante, mais vers une société civile proactive et responsable. Elle pourrait être représentée au sein de trois chambres, pour évoluer vers une société de droit. Pour mettre un frein aux forces externes de l'économie destructrice, il faut faire un énorme saut quantique terrestre en osant le Nouveau Paradigme Social planétaire.

Lors de son message introductif, **Pascale FRESSOZ**, Présidente de AIODD, a présenté le contexte du Colloque et valorisé l'implication des acteurs présents, soulignant que les ODD doivent être « l'affaire de tous ». Leur présence marque un acte fort et courageux pour les ODD. L'implication des jeunes pour le Climat, marquée notamment par les déclarations de Greta Thunberg et leurs votes aux élections européennes, pourrait avoir un effet de « push and pull », une démarche indispensable pour faire pression au niveau politique. Dans le même sens elle lance un appel pour une meilleure intégration des ODD dans les politiques publiques territoriales.

Une implication de tous (ODD N°17), doit permettre de réaliser l'ensemble des ODD d'ici à 2030, basé sur les 5 P – *People, Planet, Prosperity, Peace, Partnership*. Ces 17 Objectifs constituent le socle d'une gouvernance commune au niveau horizontal et vertical : une gouvernance partagée entre tous les Etats et une gouvernance partagée entre tous les acteurs sur un même territoire. Le but étant de pouvoir générer les transformations vitales nécessaires pour nous adapter et maitriser les développements, pendant qu'il est encore temps ! Le fait que certains acteurs continuent à ne pas en parler, à les ignorer, ou à n'intégrer qu'une des dimensions du développement durable (sociale ou écologique, économique ou écologique...), sans prendre en compte la dimension transversale, est un frein majeur à la pleine mise en œuvre des ODD. Cela a été constaté en France avec les Gilets jaunes (appuyer sur le bouton de « l'écologie », cela fait sauter le bouton du « social » et vice versa !). D'où l'impératif d'une approche intégrée et inter-connectée : lorsque l'on met en place un projet, il est important de poser la question de l'impact positif ou négatif sur tous les autres ODD. Ces approches transversales posent des questions d'organisation au sein des structures. Le leadership politique, au plus haut niveau, dans chaque État, est une condition *sine qua non* à la réalisation des ODD.

Les ODD peuvent aussi signifier :

- **O**ser
- **D**émontrer par l'exemplarité
- **D**éfier le système (s'il n'est pas bon)

Parmi les questions clés posées, auxquelles les conférenciers doivent apporter des éléments de réponses, notons :

- Quelle est la vision prospective et ambitieuse que nous devons avoir ?
- Comment passer de la vision aux résultats plus rapidement ?
- Quelles sont les stratégies mais aussi les tactiques, tout aussi importantes, pour renforcer l'engagement des gouvernements, des élus, des entreprises et des citoyens ?
- Quels sont les projets et les indicateurs à mettre en place, chacun à son niveau ?

Présentant brièvement l'alliance AIODD, Pascale Fressoz a montré comment des citoyens engagés peuvent agir, notamment par des actions de plaidoyers ou projets concrets (1 260 réunions publiques ont été organisées par AIODM/AIODD depuis 2006 dans 18 pays, ainsi que 50 projets sur le terrain).

Avant de conclure, P. Fressoz a invité le public à se lever, « Tous Debout pour les ODD », l'ensemble des participants appelant ainsi à des actes renforcés pour les ODD, à tous les niveaux et en s'appuyant sur deux principes de base : optimisme et humanisme.

Panel 1 : Les fondements et le cadre conceptuel du nouveau paradigme

Le premier panel a permis d'aborder de nombreux thèmes, notamment :

- L'éthique et les valeurs : le vivre-ensemble, la solidarité, le respect du vivant
- Les structures politiques : vers de nouvelles formes de gouvernance et de démocratie participative
- L'évolution du droit
- Le changement du modèle économique et financier

R**ené LONGET**, ancien élu fédéral et cantonal, ancien Maire d'Onex, Président de la Fédération Genevoise de Coopération, a brossé, avec exhaustivité, le tableau des avantages des ODD. Il a fait partie de la délégation Suisse aux divers Sommets du développement durable et a rédigé de nombreux ouvrages pour guider les acteurs vers la durabilité.

Globalement, les ODD permettent de :

- Donner du sens
  - *Est-ce que quand je me lève le matin, je participe à une œuvre de destruction ou une œuvre de construction ?*
- Mobiliser
  - *Nous devons engager le plus grand nombre d'acteurs* : économie, finance, société civile (ONG…), organisations internationales, etc.
  - Centraliser l'information. Les ODD concrétisent 30 ans d'engagement des Nations Unies pour le Développement Durable, que l'on retrouve dans des programmes (Agenda 21), des conventions (sur le climat, la biodiversité, la désertification), les 27 principes de Rio , et des pactes (par exemple celui des droits économiques, sociaux et culturels). *Cela évite donc de consulter des centaines de page !*
- Donner un outil de travail
  - *Un cadre de référence avec des objectifs et des indicateurs précis*
- Donner du contenu
  - *Ils doivent être intégrés et indissociables, d'où l'importance d'une vision holistique*
- Répondre aux besoins humains tels qu'ils ont été exprimés par de nombreux citoyens de tous pays, en amont des négociations
  - *Ils sont issus de réflexions larges et de processus participatifs, après 2 années de consultations*
- Encourager tous les acteurs à s'engager dans la bonne direction et à être volontariste
  - *Il n'est pas évident que les choses aillent toutes seules, naturellement, dans la bonne direction, cela se saurait…*
- Rechercher des solutions
  - *Il faut travailler sur des solutions qui doivent converger, tout en étant empiriques, car aujourd'hui elles ne sont pas toujours cohérentes*
- Fédérer, avec une bonne gouvernance
  - *Il faut aussi avoir une vision holistique de la gouvernance pour fédérer les divers types d'acteurs*

La différence principale avec les Objectifs du Millénaire (OMD) est que les ODD sont universels (Nord et Sud) et qu'ils ont une portée thématique beaucoup plus large : on passe du « développement » au « développement durable », englobant ainsi tous les thèmes de la durabilité.

R. Longet rappelle que l'économie n'est pas naturellement orientée vers la durabilité et qu'il s'agit d'avoir une vision claire sur la façon dont elle doit être réorientée. L'économie doit retrouver ainsi le chemin de l'utilité, du bien commun et de l'inclusion, ses fonctions premières. Le développement durable doit répondre à la solidarité dans l'espace et dans le temps. Une économie durable est une économie qui « entraine une amélioration du bien être humain et de l'équité sociale tout en réduisant les risques environnementaux et la pénurie de ressources » (PNUE, 2011,). Les jeunes ont raison de réclamer leurs droits, soit tout simplement d'avoir un futur en prenant en compte la « capacité de charge » des éco-systèmes.

Il faut créer des emplois dédiés à la reconversion de l'économie, remplacer l'obsolescence organisée par un modèle de durée dans le temps. La durabilité doit se réaliser sinon nous serons dans l'ingouvernabilité de la société avec la pérennisation de l'extrême droite dans le monde. S'il n'y a pas de changement, l'alternative risque d'être la lutte de tous contre tous, le triomphe de la loi du plus fort et la chute de toutes les valeurs humanistes. Le collapsus politique va entrainer la course à l'abîme et va précéder et accélérer le collapsus écologique. Les ODD font ici barrage et nous permettent d'avoir de l'espérance et l'énergie pour construire un futur à la fois vivable et démocratique.

René Longet alerte aussi sur le fait que trop peu d'initiatives citoyennes sont soutenues par les politiques. Il conclut en reprenant la maxime de AIODD Kids, basée sur la devise nationale française, en y rajoutant la durabilité : « Liberté, Fraternité, Égalité et Durabilité, en guise de devise pour que rien ne nous divise » car sans durabilité ni liberté, ni fraternité, ni égalité.

Pour **Christian DEGIORGI**, Directeur administratif de l'ONG ECOSOC UNESU, le Nouveau Paradigme Social passe par une Nouvelle forme de Gouvernance, par un recentrage sur notre humanité. Cela implique de revenir à notre fonctionnement organique tripartite. Cette Gouvernance, c'est la tri-articulation de notre corps social, sur le plan juridico-politique, économique et culturel. Il s'agit de nous détacher de l'ancien monde.

L'éducation est particulièrement fondamentale pour nos enfants et adolescents. Cela commence par une véritable initiation de la sphère pédagogique au Nouveau Paradigme Sociétal, parents compris.
Or, le monde éducatif manifeste peu d'intérêt pour ce genre de sujet, encore moins pour ce type de Colloque. À titre d'exemple, Bertrand Picard (le premier homme à avoir fait le tour du monde en avion solaire), lors d'une Table Ronde organisée à l'ONU par l'UNESU où sont intervenus Yann Arthus Bertrand, Pierre Rabhi et Jean Ziegler, a proposé aux Institutions pédagogiques de se rendre dans les écoles pour diffuser le message du Nouveau Paradigme Social. Mais il s'est heurté à des résistances.
Il a souligné : « Nous ne pouvons plus attendre 30 ans pour que l'éveil des consciences se produise. Comment créer le déclic de cette prise de conscience : voilà la question fondamentale. » Christian Degiorgi a fait référence à Greta Thunberg, qui nous dit : « Nous n'avons plus de temps ni d'excuses. Si le système dysfonctionne, alors il faut changer le système. » C'est ce que propose l'ONG UNESU.

C. Degiorgi vilipende avec force le monde politique, qu'il considère comme étant le premier responsable de notre état antisocial, en ne déléguant pas aux citoyens qui le demandent le pouvoir de gestion de leur quotidien. Nous sommes des êtres pensants, ressentant et agissant. Il suggère que le pouvoir politique se mue en une autorité juridique libre, au service des droits des citoyens, hors de toutes considérations économiques. Les devoirs sociaux appartiendraient au monde entrepreneurial ainsi qu'au monde de l'Enseignement publique libre de toute attache étatique.

Jamshid POURANPIR, Secrétaire syndical et ancien Délégué du CICR, a évoqué le changement dans les rapports sociaux. Il s'intéresse principalement au monde du travail en Suisse, mais aussi dans les pays en développement. Il constate un éclatement des rapports sociaux, du dialogue social et la panne du multipartisme. Des organisations internationales comme l'ONU, l'OIT (Organisation Internationale du Travail), le CIJ (Cour Internationale de Justice), qui réglaient traditionnellement des différends (employeurs, travailleurs, état etc.) montrent aussi une panne par rapport aux décisions, aux conventions qui sont en voie d'extinction. La généralisation de tout ce que l'on croit « gratuit » ou qui est « low cost » (ex. 30 CHF pour aller à l'autre bout de l'Europe) a aussi un impact. Le low cost et le gratuit ont en fait un prix (le journal a été produit par des financiers) : coût environnemental, social et économique sur l'ensemble de la société que l'on ne peut pas ignorer. On observe un fort éclatement dans le monde du travail par ce que l'on appelle « les petits boulots » ; ils sont non protégés, soumis à de fortes pressions, limités dans le temps et touchent des catégories vulnérables. Le CDD est une épée de Damoclès qui pèse sur la tête du travailleur. Un des droits fondamentaux est le droit au travail. Les gouvernements ont l'obligation d'assurer un travail et il faut que celui-ci soit protégé. Nous constatons le développement du travail auxiliaire, le travail à temps partiel imposé, l'impossibilité de toucher une assurance, l'impossibilité parfois d'avoir plusieurs travails.

Le fait d'opposer une partie des travailleurs à d'autres (frontaliers, requérants d'asile, sans papier, etc.) se fera contre le système. Ce sont des jobs que d'autres ne font pas ! Nous observons aussi un recul de l'Etat et « l'ubérisation du travail » (pseudo-indépendants, cumul de travails pour améliorer son revenu, etc.), ce qui a pour conséquence l'éclatement de la protection du travail ainsi que sa délocalisation. Les emplois doivent être développés ici puisque le bénéfice est créé ici.

Il est important d'avoir un équilibre entre les 3 piliers des relations sociales (Etat, syndicats, patronat) dans chaque pays. Les gilets jaunes montrent qu'il y a un « ras le bol social » qui doit s'exprimer en dehors des institutions et le score des gilets jaunes aux élections n'est pas révélateur de l'ampleur du phénomène.

L'affaiblissement des institutions traditionnelles et des syndicats n'est pas une bonne nouvelle pour le monde économique et patronal. Il faut que les travailleurs soient reconnus dans leur rôle social.

Fabienne GREBERT, Conseillère régionale à la région Auvergne Rhône-Alpes, a évoqué l'importance d'une démarche de « permaculturelle politique », de la démocratie permanente, de la co-construction avec les citoyens et de la co-évaluation avec les bénéficiaires même de ces politiques. En évoquant la permaculture, elle évoque la nécessité de créer de la coopération avec les ressources, naturelles et humaines, du territoire et de favoriser les « solutions lentes », pour lesquelles les résultats sont visibles sur le long terme.

Elle a fait un retour d'expérience sur la région Auvergne Rhone-Alpes (AURA), au regard des enjeux, du positionnement, des budgets et des décisions politiques :

- Le leadership de la Région est basé uniquement sur l'économie, coûte que coûte, sans prendre en compte les limites des écosystèmes, la diversité ou encore le besoin de renouveau économique (malgré la nécessité de traiter conjointement fin du monde et fin du mois !)
- Le budget environnement finance des politiques de réparation (et non d'adaptation) et la pérennité du modèle économique actuel et le développement de nouvelles filières concerne surtout des filières en phase d'expérimentation qui relèvent plus des budgets recherche et développement – par exemple, financement de 15 M€, pour le développement de l'hydrogène, ce qui est bien mais uniquement au service d'une mobilité individuelle, dont on sait qu'elle ne peut répondre aux enjeux (infrastructures, construction de véhicule, station d'électrolyse…)

- Financement pour la construction de routes et d'autoroutes alors que l'on sait à quel point la pollution de la Vallée de l'Arve (vallée proche de Chamonix) pose un réel problème. La baisse de la pollution aux NOx de près de 49% montre, si besoin, la nécessité de travailler sur la réduction de la pollution due à la mobilité
- Financement de canons à neige (40 millions d'euros) pour attirer des clients internationaux venant en avion pour des festivals (beaucoup d'acteurs privés très aisés), etc.
- Les financements ont largement diminué pour l'agriculture bio et ont été stoppés pour les acteurs qui facilitent la conversion au bio. En revanche, un plan sécheresse a été voté en octobre dernier (14 000 dossiers déposés).

Va-t-on continuer à intervenir en pompier plutôt que de prévenir les crises ? L'agroforesterie et l'agriculture bio contribuent à lutter contre le réchauffement climatique et créent de la résilience ; or on préfère des logiques de réparation des effets post-traumatiques, plutôt que des politiques d'anticipation et de prévention.

Construire un nouveau paradigme repose sur la transformation des politiques publiques et le renouvellement d'une démocratie participative dans laquelle les élus ne seraient pas les seuls détenteurs du pouvoir décisionnel.

Quel est donc le rôle actuel des acteurs publics ? Le groupe d'élus régionaux n'a pas réussi en 3 ans, à faire conditionner les aides. Il faut arrêter le financement de projets incompatibles avec les trajectoires visant à combattre le réchauffement climatique. C'est un gaspillage d'argent public qui empêche de redéployer les efforts budgétaires vers la transformation et la relocalisation de notre économie régionale dans le sens de la durabilité.

Concernant l'évaluation, on ne peut pas présenter les bénéfices de nos actions aux citoyens (emploi, bien-être intérieur brut, diminution des GES, etc.) et ils n'ont pas non plus participé à la définition des politiques publiques. On évalue essentiellement la maîtrise budgétaire, la priorité aux investissements, sans se soucier des effets bénéfiques sur l'emploi et l'environnement sur le territoire.

Elle a par ailleurs évoqué le rôle des citoyens dans différents pays. A Québec, en France, en Espagne, en Belgique des mouvements citoyens sont en train de s'organiser à la fois pour prendre le pouvoir dans des villes, réinventer des règles de gouvernance participative, de réappropriation du pouvoir citoyen. Elle invite les participants à consulter le travail réalisé par l'archipel citoyen à Toulouse ou par le mouvement de La Belle Démocratie à Saillans, qui essaime désormais partout en France pour l'émergence de listes citoyennes. Ces listes se caractérisent par des principes incontournables :

- Une organisation en cercle et l'équité du poids de parole (pas de dynosaure de parti ; ce sont les citoyens qui décident pour eux-mêmes),
- Pas de programme pré-établi (les citoyens le construisent en lien avec des experts, en lien avec des élus qui ont déjà l'expérience des affaires publiques)
- Pas de tête de liste pré-établie. Celle-ci est souvent choisie sur le principe de l'élection sans candidat. A Toulouse, une partie de la liste est tirée au sort

Ces mouvements sont aussi l'occasion de sortir de la logique publique-privée et imaginer d'autres formes de création et de gestion des communs, de ressources partagées avec les associations, les entreprises, avec tous ceux qui ont envie de porter des démarches d'expérimentation, d'innovation sociale et de favoriser la transmission de savoir et de savoir-faire. Ces lieux émergent et s'épanouissent un peu partout en Europe et redonnent des pouvoirs d'agir à des communautés locales. Cette diversité d'initiatives est peut-être le meilleur moyen de réinvestir le fonctionnement des

institutions, d'exiger qu'un vrai débat démocratique s'instaure dans les assemblées, indépendamment de règles de majorité obtenues souvent avec uniquement 20 % des votants. Il s'agit de privilégier des prises de décisions par consentement, d'accueillir des désaccords féconds, des propositions de bonification des politiques publiques.

Selon Fabienne Grébert, tout reste à inventer pour faire de la permaculture politique, de la démocratie permanente et redonner vie à des politiques co-écrites, co-construites et co-évaluées par ceux même à qui elles sont destinées.

Un regard contrasté sur les ODD a été porté par **Pierre BAYENET**, Député au Grand Conseil Genevois et défenseur des droits, qui considère les ODD comme étant trop basés sur l'individualisme et le libéralisme en faisant référence à l'ODD N°1 (pauvreté), en évoquant la notion de don, en faisant référence également à l'ODD N°10 (inégalité), et en évoquant le consensus de Washington et le libéralisme économique.

Il a rappelé par ailleurs que c'est bien les peuples qui ont permis d'accéder aux droits et non les organisations internationales, comme évoqué à l'ouverture. Il en appelle par ailleurs à la responsabilité individuelle. Nous ne sommes pas des passagers sur terre mais nous sommes tout l'équipage qui doit s'organiser lui-même et trouver la direction qu'il doit suivre, et non pas chercher un capitaine.

Il évoque le rapport entre l'homme et la nature. L'homme est au centre de tout, c'est l'auto-centralisme. Nous devons passer à présent au biocentrisme ou à l'éco-centralisme. Il remet en cause l'homme dans ses relations au pouvoir. Nous exerçons du pouvoir sur autrui… l'homme est-il un animal fou de pouvoir ? Tous les efforts sont faits pour arriver au pouvoir mais surtout pour y rester, d'où le danger du green washing et de la propagande.

L'intervenant a donc une forte méfiance vis-à-vis des élus mais aussi des ODD, issus des Nations Unies, donc des Etats, des pouvoirs politiques, économiques et financiers qui souhaitent rester en place. Il ne faut pas compter sur ceux qui ont du pouvoir et être attentif à ce que notre liberté de parole et notre capacité d'agir ne soient pas entamées. Sophie Decabillet, sociologue, fait l'analyse de l'écart entre la volonté de changer et le peu de changement au niveau des gouvernements. La volonté est de changer les comportements individuels, sans changer les systèmes, cela coute moins cher. Il faut aussi des pionniers, des rêveurs, des utopistes qui ont décidé d'avancer sur d'excellents projets. En réalité, on ne peut pas se reposer uniquement sur des individus mais il faut des politiques qui impulsent pour que la collectivité donne le chemin. L'action collective est essentielle et l'action individuelle indispensable. Il ne faut pas prendre le pouvoir pour se l'approprier mais pour le partager.

Suite à cette intervention, **Patrice ROBINEAU** a rappelé que les ODD ont fait l'objet de larges consultations citoyennes et que de nombreuses ONG militant pour un développement juste, inclusif et durable sont intervenues à toutes les étapes de la négociation. Les ODD ont ainsi été forgés par un large spectre d'acteurs, et non pas seulement par les Etats. Ceci reflète, contrairement à ce qui a été dit, une volonté de la part de l'ONU de promouvoir l'action collective, par le partenariat pour une coopération entre tous au service du bien être des peuples et de la planète.

Panel 2. Les pratiques du retour au local : une contribution décisive au renforcement du lien social et à la gestion des ressources naturelles

Intervenant en tant qu'orateur principal de la Session 2 du Colloque ayant pour thème le retour au local, **Patrick VIVERET** a tout d'abord souligné que les territoires constituent des terrains privilégiés d'alternatives à ce qu'il a appelé les "objectifs de destruction insoutenable", portés par des acteurs dont les activités sapent les bases mêmes d'un développement durable : réseaux de trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, puissances financières jouant sur la spéculation et le recyclage de fonds illicites issus de ces réseaux via les paradis fiscaux, industries extractives exploitant les ressources naturelles sans considération de leur impact environnemental et social. Face à ces acteurs, les territoires locaux représentent des lieux de résistance et de résilience dans le sens où ils sont les plus à même de changer le rapport à la richesse et au pouvoir. Patrick Viveret rappelle que dans son origine étymologique, la valeur signifie ce qui contribue à la force de vie. En ce sens, il distingue deux sources de la vraie création de valeur : les fondamentaux de la nature (eau, air, terre) et les fondamentaux anthropologiques (besoin de sens, de reconnaissance, d'aimer et d'être aimé).

Cette approche alternative de la valeur induit une autre perception de la richesse, plus facile à saisir dans les territoires où l'on peut démocratiquement discerner ce qui compte pour les populations et leur habitat fondamental. Le changement dans le rapport au pouvoir est aussi plus facile à l'échelle locale où ce qui prime est plus le sens de la coopération que celui de la conquête et de la domination. Patrick Viveret souligne en outre qu'une telle approche de la richesse et du pouvoir dans les territoires augmente leur capacité de résilience face à divers types de choc. Ainsi, en cas de crise financière grave, une résistance créative peut s'organiser par un retour à la richesse propre aux différents terroirs : richesses écologiques, richesses humaines, richesses patrimoniales qui sont autant de forces de vie aisément mobilisables, sur lesquelles les acteurs locaux peuvent s'appuyer. Dans le même sens, la mise en place de monnaies locales favorise des circuits à forte valeur ajoutée économique, sociale et environnementale, et constituent à ce titre un outil démocratique de réappropriation citoyenne de la monnaie, se situant aux antipodes des grands systèmes financiers marqués par l'opacité. En outre, loin d'être un enfermement, le vivier du territoire donne des réponses cruciales aux enjeux liés au territoire planétaire. Il contribue donc puissamment au combat pour arrêter l'effondrement et perpétuer le vivant. On retrouve là le combat entre les forces de mort (Thanatos) qui sous-tendent les objectifs de destruction insoutenable et les forces de vie qui sous-tendent les Objectifs de Développement Durable (Eros). D'où cet appel que Patrick Viveret lance, non sans humour et esprit d'à-propos, au terme de son intervention : "Inscrivons les ODD dans une stratégie érotique mondiale !".

Suite à cette présentation et en réponse à une question d'un participant, Patrick Viveret souligne l'importance de créer des alliances entre les acteurs de la société civique mondiale - celle qui pose les enjeux politiques dans un autre rapport au pouvoir, et les acteurs du système onusien qui porte la question des biens communs de l'humanité. Face à ceux qui nourrissent les objectifs de destruction insoutenable et à leur capacité d'influencer les décisions politiques, une telle alliance est nécessaire pour contrecarrer leur pouvoir, avec l'appui de la communauté scientifique et la mobilisation des médias.

Dans cette période de grand risque d'effondrement, nous devons tous nous poser la question suivante : en dépit des replis sur des égoïsmes nationaux, est-ce que l'humanité se considère elle-même comme un bien commun et y a-t-il encore un désir d'humanité aujourd'hui ? Si ce désir est là et qu'il s'incarne, on est alors dans la logique de vie, et donc dans le respect de tous les vivants. Patrick Viveret fait enfin remarquer que "ce désir est une énergie renouvelable : c'est l'énergie de l'amour".

L'intervention de **Julie CHABAUD,** en charge de l'agenda 2030 au sein du Conseil Départemental de la Gironde, était stratégique à bien des égards puisque la Gironde est un département exemplaire pour la mise en œuvre des ODD. La vision particulièrement positive de Julie Chabaud sur les ODD, en tant qu'outil pour fédérer tous les acteurs, a contribué à ce succès, même si, comme elle le déplore, le chemin est encore long pour l'atteinte de tous les objectifs, et qu'il est temps de se mettre au travail et d'arrêter le « ODD bashing » !

J. Chabaud aborde la territorialisation des ODD à travers la « spirale de co-responsabilité pour le bien-être de tous », le Mandala des ODD, qu'elle élabore avec les différents acteurs de la Gironde depuis 10 ans, que ce soit des acteurs publics, des acteurs privés, des ONG ou directement les personnes en difficulté. Cette spirale prouve que tout ne part pas d'en haut en montrant bien que chacun à son étage peut faire quelque chose. On s'interroge sujet par sujet, pour savoir quelle est la part de responsabilité de chacun d'entre nous et si nous faisons tous notre part à 100 %. Le programme de Co-Responsabilité est donc mis en œuvre sur tous les sujets (défis alimentaire, environnement…) et avec tous les acteurs.

Julie Chabaud évoque l'image d'un "ascenseur émotionnel" pour exprimer l'émotion qu'elle ressent du fait d'être en cette journée du 4 juin tout en haut de l'échelle, à l'ONU, sachant qu'elle travaille au quotidien, tout en bas, sur le terrain ! Elle exprime également son enthousiasme, car les « ODD donnent du courage et l'envie d'agir ». Auparavant on savait ce que l'on devait faire, on savait suivre les actions, on savait que l'on devait rendre compte… et pourtant les choses se dégradaient ! Puis sont arrivés de manière miraculeuse les ODD, quelque chose se situant enfin à la hauteur des enjeux ! Les ODD sont une boussole, une invitation à travailler ensemble, avec 169 cibles à atteindre ensemble. Nous pouvons à présent bien mieux travailler ensemble car nous avons la bonne pâte à modeler dans les mains…et il faut l'utiliser tout de suite car nous entrons dans une décennie critique. En 2031, il sera trop tard !

Ce qui est important n'est pas de savoir ce que je fais sur tel ou tel ODD mais bien de savoir comment on continue à vivre-ensemble. Si quelque chose a un impact négatif sur l'un des ODD, comment j'arrête cela ou comment je le fais différemment.

La Gironde avait développé des réseaux professionnels et de participation citoyenne sur la base d'Agendas 21, puis ils se sont arrêtés. Avec l'aide de Patrick Viveret, ils ont repris en organisant une Cousinade inter-réseaux intitulée « Comment la Gironde s'invente ? » et posant la question suivante : « Comment nous allons transformer ce que nous faisons ? ». C'est le titre même de l'Agenda 2030 : «Transformer notre monde».

Le fait de s'inscrire dans le cadre des principes de Rio et des ODD a permis de créer un Programme Volontaire d'Action pour le Développement Durable. Le Département a ainsi créé un réseau d'Agenda 21 avec 70 collectivités, en intégrant plusieurs acteurs, les entreprises, les élus, les établissements scolaires, etc. Ils travaillent sur de nombreuses actions, indicateurs, indices territoriaux, tout en prenant soin de donner du sens à l'ensemble. Ils ont rencontré les habitants à plusieurs reprises en leur demandant, « Qu'est ce qui est important pour vous ? », « Qu'est-ce qui ferait votre bien-être pour aujourd'hui et pour demain ? ».

C'est dans cette énergie qu'il faut travailler : il faut saisir la force de vie qui sous-tend les ODD et qui s'exprime dans le logo les symbolisant : une roue aux multiples couleurs, appelant à initier un beau et grand mouvement de transformation. C'est aussi une alternative colorée à la grisaille du risque de technocratisation des ODD où l'on ne parlerait que des indicateurs. C'est dans cette intensité, dans ce mouvement, dans cette sérénité qu'il faut s'inscrire pour tous ensemble se hisser à la hauteur des ODD !

Impliquée dans de nombreuses organisations pour l'égalité**, Olga JOHNSON**, élue à Paris et ancienne Directrice d'Énergie pour l'Afrique (fondée par J.L. Borloo), évoque que « les ODD sont une utopie nécessaire ». L'individualisme est important car il permet à chacun de prendre des engagements personnellement et d'avoir un canevas, d'agir de manière plus ciblée, plutôt que de partir dans tous les sens. Les ODD ont donc, pour cela, une utilité sociale et sociétale. Elle montre l'importance du rôle des femmes en tant qu'actrice de l'économie, en tant qu'entrepreneur, chercheur, etc. tout en insistant sur l'importance de l'éducation.

L'initiative « Énergie pour l'Afrique », engagée pour l'électrification à grande échelle du continent, a été guidée par l'urgence d'agir. On aura beau construire les murs les plus solides, les plus hauts du monde, nous n'empêcherons jamais quelqu'un de désespéré de partir. Les gens ont accès à la connaissance, aux savoirs et savent, grâce à leurs smartphones, ce qui se passe ailleurs. Elle insiste sur la nécessité de fixer les gens sur leur territoire, sachant que la base de tout est l'énergie : cela impacte sur tous les domaines - l'école, la santé, la nourriture… La volonté pendant la COP21 était de mettre le paquet sur l'énergie, et comme l'a rappelé François Rivasseau lors de la session d'ouverture, l'AFD a triplé son investissement pour l'Afrique. Un déclic s'est opéré. L'intervenante insiste particulièrement sur la nécessité d'électrifier les zones rurales, dans un contexte où la majorité des Africains vivent dans les villages et qu'ils ont droit aux savoirs, aux connaissances, à l'éducation pour permettre un développement économique local qui génère des débouchés en termes d'emplois.

O. Johnson a récemment créé une Académie du Développement Durable pour l'Afrique, dont le siège est à Abidjan. Le but est de former des ingénieurs. De grands projets se développent dans certains pays (ex. BénIn, Sénégal), néanmoins les compétences ne sont pas là au moment de l'exécution du contrat. Si la Chine gagne des contrats, elle viendra avec un charter d'employés chinois. Il faut donc revenir à un développement plus local et plus vertueux.

Ses deux amours, déclare-t-elle, sont la France et l'Afrique. Au niveau politique, elle s'occupe de la cohésion sociale dans les quartiers à Paris où il est aussi important de renforcer l'égalité homme/femme. Elle salue le fait que ce thème soit devenu une priorité nationale en France cette année mais cela ne suffira pas. Elle évoque à juste titre le manque de mixité sociale au sein des écoles dans certains quartiers, composés majoritairement de personnes africaines ou maghrébines (*en France les enfants doivent aller à l'école dans leur quartier mais les parents peuvent demander une dérogation*). Il faut que les gens aient envie de vivre ensemble. Il faut donc revenir au local et par ailleurs renforcer le rôle des élus locaux, qui sont encore respectés dans une époque où les hommes politiques sont remis en question. Revenons au local, à la relation de proximité et au vivre-ensemble.

François SCHMITT, représentant de l'OMAEP, une ONG spécialisée dans l'éducation prénatale, insiste sur la réalisation d'un nouveau paradigme avec les ODD. Ce sont les êtres humains qui sont appelés à devenir des acteurs conscients de la réalisation des ODD et de la paix sur la terre-mère. Cela implique de connaître ces ODD et l'esprit dans lequel ils ont été élaborés à New-York. Cela relève également du paradigme intérieur individuel et d'une éducation positive pour aller vers le changement de mentalité et de comportements. L'éducation positive (communication avec les neurones-miroirs) repose sur le lien entre le psychisme et le système hormonal, le système neuronal, les cellules et l'ADN (épigénétique, comment la pensée influe sur l'ADN).

Il est indispensable également d'agir par une communication bienveillante, éclairée et constructive. Elle doit donc être éthique, économique et érotique (dans le sens esthétique) pour susciter des transformations intérieures (mentalités) et extérieures (financières). Selon F. Schmitt, il est important de faire connaître une nouvelle vision du futur pour faire grandir les intentions

positives et constructives en valorisant de nouveaux comportements, comme des actes sociaux, écologiques et humains. Il fait part de nombreuses recommandations :

- Reconnaître et valoriser les efforts, basés sur des ressources intérieures et des qualités pour les accompagner vers la liberté (valoriser l'autonomisation à travers les capacités et richesses intérieures de personnes financièrement pauvres, valoriser les richesses du cœur et de l'esprit)
- Soutenir et amplifier le travail éducatif et libérateur des consciences
- Augmenter le sens de la solidarité et du partage équitable, de la fraternité planétaire
- Accompagner les initiatives qui intègrent les richesses du cœur, la bienveillance éclairée envers les autres, l'humanisme, les échanges éthiques par le don et le troc
- Valoriser les capacités de chacun pour qu'il puisse vivre une vie digne et heureuse pour lui et les autres : par une éducation positive dès la période prénatale et une libération des enfermements psychiques (mémoires et programmes dépassés), et les schémas mentaux liés aux peurs (de la différence et de l'inconnu, nouveau futur),
- Montrer la richesse et la puissance de l'intelligence collective pour lui permettre de s'exprimer et la manifester dans une gouvernance démocratique participative.

Chaque ODD pourra être analysé dans une double lecture intérieure et extérieure, individuelle et collective, quantitative et qualitative. Ceci par rapport au paradigme intérieur individuel et au paradigme sociétal intégrant tous les domaines et structures planétaires. Ainsi le nouveau paradigme pourra se construire quotidiennement avec la participation de tous et transformer les freins intérieurs et extérieurs qui se présentent.

F. Schmitt a parlé par ailleurs de la monnaie éthique. La Monnaie Léman électronique est le COMCHAIN. La monnaie éthique est la sève de la vie dans l'écosystème où règne la paix.

Floriane ADDAD, cofondatrice de MyTroc, une Plateforme numérique d'échange de biens et de services entre particuliers, avec 172 000 utilisateurs et 5 salariés, permet de valoriser les ressources humaines, les ressources naturelles et le bien-être. Le but est de cette plateforme est de :

§ Favoriser l'entraide, une consommation responsable et circulaire,

§ Diminuer la pauvreté afin que chacun puisse avoir accès aux biens et services dont il a besoin, sans contrainte financière, dans un modèle d'économie sociale et solidaire, facteur de lien social.

MyTroc a mis en place une monnaie appelée « la noisette ». Elle est non spéculative, non convertible en euros, mais convertible en unités de temps (banque de temps, SEL, accorderies…). C'est un outil d'échange basé sur le temps pour les services ou la valeur que le propriétaire donne à son bien (pas de taxe, pas de dette, pas d'inflation, pas de déflation…). Un système plus juste car les richesses sont immédiatement partagées. Aujourd'hui, plus de 2 millions de noisettes sont en circulation. Des structures culturelles et des marques responsables proposent aussi leurs produits en échange de noisettes qu'elles reversent ensuite à des associations.

La noisette récompense ! Elle est générée par les actes de consommation responsable et solidaire de ses utilisateurs. MyTroc travaille aujourd'hui avec des administrations et entreprises pour dupliquer son impact positif en leur développant des plateformes d'échange sur mesure, toujours dans le but d'éviter le gaspillage, la surconsommation et de préserver les budgets. F. Addad propose d'étendre le système à travers le monde, notamment en Afrique. Cela permettrait d'avoir, avec seulement 1 million d'euros d'investissement, une monnaie qui soit solidaire, équitable, sécurisée, coopérative, transparente, non capitaliste, pour un meilleur accès aux biens et services pour tous. Cette monnaie permet de favoriser les entreprises responsables, les modes de transports plus respectueux, les

énergies vertes, une alimentation saine en osmose avec le vivant et surtout sans souffrance… car nous ne pourrons pas avoir un monde plus juste et en paix si nous continuons notre génocide sur le vivant et les animaux.

Le fossé entre les classes sociales se creuse. En 1970, sur un produit vendu, 60 % de la somme revenait aux ouvriers, producteurs et travailleurs ; aujourd'hui 30 % seulement revient aux ouvriers et 70 % aux acteurs financiers (finance spéculative, paradis fiscaux…). La monnaie ne doit pas être un ennemi : elle est un outil… à condition d'être bien utilisée. Osons écrire un nouveau paradigme grâce à la monnaie. Nous pourrions passer d'une économie de guerre à une économie de paix en créant une économie résiliente et coopérative.

Une seule initiative ne peut pas transformer la société. C'est la somme de nos forces qui fera la différence. Les belles paroles, c'est bien mais ce sont les actes qui changent le monde !

Panel 3 : les bonnes pratiques et la transformation des modèles de production et de consommation

Intervenant en tant qu'oratrice principale de la Session 3 du Colloque ayant pour thème la transformation des modèles de production et de consommation, **Isabelle DELANNOY,** environnementaliste, coscénariste du film Home (réalisé par Yann Arthus-Bertrand) et auteur du livre "L'économie symbiotique", a mis en avant la nécessité de créer une nouvelle économie. Nous devons pour cela nous reconnaître comme une seule humanité, habitant une seule terre. Fascinés par la technique, nous devons en changer l'orientation pour la mettre au service du vivant, utilisant les synergies que permet l'intelligence collective. L'économie et l'argent qui l'irrigue prennent alors un tout autre sens. Parvenir à régénérer la planète, l'économie et la société, tel est donc l'objectif de l'économie symbiotique.

Toutes les espèces, directement ou indirectement, contribuent à la régénération des équilibres dont elles dépendent. Nous-mêmes, en tant qu'espèce humaine, avons le devoir de rétablir ces équilibres que nous avons gravement perturbés et de devenir ainsi une espèce positive pour la planète en utilisant notre puissance d'une façon radicalement différente. Vu l'effondrement actuel, si nous ne réparons pas les dégâts en opérant cette reconversion, alors le vivant tel qu'il existe aujourd'hui ne s'en sortira pas. Il ne nous reste pas plus de 10 ans pour changer notre façon de penser et d'inverser la tendance. A partir de 2020, il faut donc résolument aller vers une économie qui est compatible avec les équilibres fondamentaux du vivant. Il existe des milliers d'exemples qui ont émergé dans le monde entier, montrant que l'on peut structurellement y parvenir. Qu'il s'agisse de pays chauds ou froids, riches ou pauvres, de zones rurales ou urbaines, ces pratiques procèdent toutes d'une même logique et du même mode de fonctionnement : elles s'appuient sur le principe premier de coopération et conduisent à une nouvelle économie. L'enjeu est donc de lier l'économie numérique, tellement puissante, à une gouvernance coopérative pour porter un coup d'arrêt à la machine prédatrice actuelle. La gestion des communs par la coopération est le fondement même de l'économie symbiotique.

Dans le domaine végétal, la combinaison d'espèces complémentaires – à l'image de la combinaison des compétences chez les êtres humains - régénère la biodiversité de la nature. Par exemple, l'installation de toits végétalisés permet de retenir 50 % de l'eau de pluie, réduit les ilots de chaleur et crée des endroits où peuvent nicher des oiseaux de plaine, actuellement menacés. De même, la permaculture, en combinant plusieurs espèces végétales, est plus productive que le maraichage conventionnel puisqu'elle régénère la matière organique des sols et augmente ainsi leur fertilité à chaque cycle de production. Les jardins en ville peuvent avoir une composante aquatique, créant des écosystèmes capables d'épurer les eaux usées et de déployer de la beauté, avec fontaines et bassins peuplés de plantes aquatiques - joncs, roseaux, iris, nénuphars.

Parmi les autres atouts essentiels de l'économie circulaire : elle favorise le lien social et l'emploi, notamment à travers la création de coopératives pour l'alimentation locale, source par ailleurs d'une nutrition plus saine, la création de régies pour l'énergie, des unités de réparation et de transformation, etc. En faisant entrer en synergie des écosystèmes industriels, techniques et agricoles, l'économie circulaire nous engage vers une nouvelle donne économique, sociale, productive et technique qui ouvre à son tour de nouvelles voies de prospérité. Tout repart à une échelle citoyenne et locale. Ceci permet de limiter les complications et pertes de temps liées aux allers et retours entre les niveaux de décision centrale et locale. A la place, cette approche conduit à intensifier les contacts directs avec les maires, les associations et tous les autres acteurs locaux. Au final, la fécondité de l'économie circulaire réside dans sa capacité à régénérer non seulement les écosystèmes naturels mais aussi les

écosystèmes humains par la multiplication des espaces de création collaborative s'appuyant à la fois sur l'unité, la diversité et la complémentarité du vivant.

Laurent MATILE, Responsable des Entreprises et des Droits humains au sein de Alliance Sud, a proposé la mise en place d'une réforme constitutionnelle, touchant la société civile suisse, mais aussi la société de manière générale, sur la responsabilité des entreprises en matière environnementale. La Suisse compte la plus haute concentration de multinationales par habitant, à savoir 1 pour 10'000 habitants. Sachant par ailleurs que les fonds en Suisse proviennent des investissements des pays de l'OCDE, ainsi que des Pays en Développement.

Il s'indigne contre les violations des Droits de l'Homme par des entreprises, notamment le travail des enfants dans l'extraction de l'or en Afrique. Cela relève donc de la responsabilité de la Suisse en tant que pays hôte de ces entreprises. Il a évoqué les avancées majeures engagées par l'ONU, avec la création notamment des « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme ». Cette avancée reste néanmoins à relativiser, puisqu'une aucune mesure n'est contraignante.

En Suisse, une pétition a été organisée pour le « droit sans frontières », en 2011, afin de générer une obligation légale pour les entreprises ayant leur siège en Suisse, afin de respecter les Droits de l'Homme à travers le monde. A défaut du respect de devoir de diligence, la société répand des violations commises par ses filiales. Il y a un enjeu de responsabilité civile à défier, il s'agit donc d'un changement de paradigme à générer.

Pour le Parlement Suisse, il ne faut pas contraindre les entreprises Suisses mais faire jouer les principes de « droit mou », par peur de perte de compétitivité. Etant donné que cette initiative semble emporter une forte adhésion, le Parlement va reprendre le projet prochainement. Cependant, si le comité d'initiative n'était pas satisfaisant, l'initiative pourrait être soumise au peuple, puisque c'est lui qui a le dernier mot. Une législation similaire a été adoptée, en France, en mars 2017.

En tant que viticulteur bio, vigneron et Président de la Fondation Prospérité Maîtrisée, **Willy CRETEGNY** a évoqué que l'objectif de développement durable est louable mais qu'il doit être accompagné. Il cultive le bio depuis 1984 sur Genève et a donc été un des précurseurs dans ce domaine et celui pour la défense des pratiques économiques relocalisées. Il insiste sur l'importance de renoncer tout d'abord à des mauvaises pratiques. L'économie circulaire est trop souvent axée sur l'utilisation, la gestion des déchets, la réparation ou la réutilisation mais elle doit avant tout s'intéresser, et en amont, à une meilleure gestion des ressources.

Dans ce monde de mondialisation à prix cassé, nous marchons sur la tête. A Alicante, la région des oranges, ils exportent leurs oranges et eux mangent des oranges d'Afrique du Sud. Nombreux sont les exemples ou les produits font le tour de la terre. Une bouteille peut être utilisée 50 fois. Alors que le verre doit remplacer le plastique, la seule verrerie en Suisse va fermer. Les bouteilles en verre arrivent d'Inde, de Chine et des pays de l'Est alors que la Suisse en a besoin et va prochainement fermer sa dernière verrerie (verrerie de St Pré).

Le problème de l'économie mondialisée est qu'elle détruit le vivre ensemble, le tissu économique local et la diversité des cultures. Le marché prime sur le droit. Le Bio est en train d'être pris par l'agro-industrie, ce qui représente un danger (distorsion de concurrence). Le coût des produits est trop bas par rapport aux coûts et notamment les coûts de main d'œuvre. Les prix cassés génèrent de la sur-consommation (ex. easy-jet, amazone, uber, Airb&B, etc.). Certains vins sont vendus à 2,50 CHF alors qu'ils devraient être vendus à 10 CHF pour pouvoir payer les salariés.

Le libre échange favorise les échanges commerciaux et par conséquent les transports de marchandise. Les théories du libre-échange ne prennent pas en compte la disparition de l'économie locale, la multiplication des transports, le chômage, la libération du capital, la fragilisation et disparition des économies, l'environnement. Les contingents de volume d'importation permettaient de réguler les volumes, avec des dérogations possibles. Ils ont été remplacés par des contingents tarifaires (avec des taxes au plus bas pour encourager à exporter).

Il faut que l'économie locale soit à nouveau prioritaire. L'intervenant propose une série de mesures pour mettre l'économie au service de la société, avec notamment :

- La mise sur le marché de biens réparables et durables et éviter ainsi les gaspillages,
- Des mesures qui suppriment la distorsion de la concurrence dans les échanges internationaux,
- Des prix de produits en lien avec le coût local des charges,
- L'interdiction de produits cassés low cost,
- Un abandon des accords de libre-échange au profit d'accords qui n'aient pas pour objectif de multiplier les échanges commerciaux mais qui respectent les conditions d'un développement durable en s'appuyant d'abord sur les ressources locales,
- Le respect des politiques de non alignement permettant la diversité de solutions agricoles,
- Limiter la concurrence pour éviter la mise sans discontinuité de nouveaux produits ou nouveaux modèles sur le marché, ce qui force tous les fabricants à sans cesse renouveler les biens,
- L'homologation uniquement de biens dont la réparabilité est assurée,
- La souveraineté alimentaire,
- La réhabilitation du droit d'entente sur les prix pour rétablir les filières et pour créer un tissu local respectueux.

Il ne faut pas oublier que la production agricole est la plus importante ressource renouvelable de la planète et que le DD doit prendre en compte la gestion des ressources avant même la gestion des déchets.

Arrivé tout droit du Sahel, **Guida Sèyo WAIGALO**, Président de AIODD Mali, a évoqué en introduction la question des migrants venus de son pays et perdus, pour certains, dans le cimetière de la Méditerranée. Il a évoqué son engagement pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en 2002, alors qu'il était encore étudiant avec certains de ses camarades, à Bamako, se rappelant que certains de l'époque les taxaient « d'utopistes ». Ils pensaient à l'époque qu'il était temps que des objectifs soient fixés et qu'il y ait la capacité de les évaluer, c'est l'essence même des ODD. Il avait créé une alliance pour les OMD, avant même de rencontrer Pascale Fressoz, à Abdijan, lors d'un colloque international, pour ensuite créer AIODM Mali, puis AIODD Mali, ce qui marque un engagement de plus de douze ans au sein de l'alliance AIODD.

Depuis 2015, Monsieur WAIGALO, a organisé plus de 10 conférences sur les ODD, pour les vulgariser, notamment dans les Universités de Bamako où il est Professeur de psychologie. Il est ainsi devenu Référent pour les ODD au sein de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), en plus de ses fonctions courantes. Il espère que d'autres Universités vont suivre le pas pour l'intégration des ODD dans leurs Curriculas. L'enseignement permet néanmoins d'aider à comprendre et à agir au niveau individuel. De nombreuses thèses et thèmes de recherche sont en lien avec les ODD (ex. la pauvreté dans une commune de Bamako). Il forme les étudiants sur le leadership, l'animation et sur la confiance en soi, des éléments également très utiles pour la mise en œuvre des ODD.

La promotion du sport et l'éducation physique pourraient contribuer à la réalisation de l'ODD N°3, à la santé et au bien-être. La sédentarisation est en train de faire des dégâts importants, y compris dans

les pays africains, avec beaucoup de personnes atteintes de diabète ou de maladies cardio-vasculaires. C'est uniquement quand les gens sont malades qu'ils pensent à leur santé.

Malheureusement, les systèmes éducatifs ne prennent pas assez en compte les différences. Il faut promouvoir l'ODD N°4, pour une éduction inclusive en prenant mieux en compte les différences, notamment en ce qui concerne les personnes handicapées. Il faut véritablement travailler à la transformation de ces enseignements scolaires et universitaires pour permettre aux apprenants de se sentir bien dans leur environnement. C'est à l'école de s'adapter aux enfants, et non le contraire. Un des grands objectifs est donc de mieux intégrer les enfants dans leurs écoles ou de pouvoir les insérer plus facilement dans d'autres écoles, en phase avec leurs aspirations. Les formes de discrimination peuvent aussi être très marquées en Afrique.

Il est aussi important de promouvoir l'autonomisation des femmes en référence à la loi 052/2015 permettant l'accès des femmes aux postes nominatifs et aux postes électifs. Elle a été votée par le parlement mais elle n'est pas encore bien comprise. Concernant l'ODD N°13, une action de reboisement a été engagée par le gouvernement pour replanter des millions d'arbres, à travers la Campagne Nationale de Reboisement et la quinzaine de l'environnement. Les étudiants seront mobilisés dans ce contexte. Les déchets plastiques sont aussi un véritable fléau contre lequel il faut lutter, des actions fortes doivent être engagées. Concernant l'ODD N°16, une Maison de la Paix est en cours de création, notamment dans un contexte où la cohésion sociale est fragile. Elle aura aussi vocation à former les citoyens.

Il regrette qu'à chaque fois que l'on parle de l'Afrique, notamment dans les médias (News, Reportage, etc.), on parle de la guerre, de la pauvreté, de la maladie, etc. et que l'on oublie de mentionner que des gens se mobilisent pour les ODD ! Il est essentiel de donner de l'espoir, de parler de la jeunesse de manière positive et enthousiaste. Les médias doivent aider à montrer positivement ce qui se fait. Il a évoqué les multiples énergies de l'Afrique, les énergies de la jeunesse et en faisant référence à Olga Johnson, l' énergie de sa sœur omniprésente en Afrique.

Il a conclu par un message d'encouragement vis-à-vis des bénévoles. "Tout ce que vous faites, peut paraitre insignifiant mais faites-le quand même !". Il ne faut pas attendre l'argent des gouvernements pour agir, ni celui des bailleurs de fonds… en mentionnant à ce propos qu'il a auto-financé son billet pour se rendre à l'ONU, tout comme de nombreux bénévoles de AIODD qui agissent souvent sur leurs fonds propres !

Panel 4 : Le développement de la créativité et des innovations au service des ODD

Eloise LEURS, étudiante à Polytech Annecy-Chambéry, engagée par ailleurs au sein de Emmaüs, a ému l'audience à travers son cri d'indignation sur la situation des migrants. Elle a rappelé en premier lieu une citation de Pythagore : « Un Homme n'est jamais si grand que lorsqu'il est à genoux pour aider un enfant ». Elle a évoqué sa présence pour faire part d'une ignominie, l'accueil des mineurs migrants non-accompagnés en Europe. Ces enfants viennent du monde entier mais principalement d'Afrique. Certains fuient la guerre et ses horreurs, d'autres la pauvreté. Certains sont contraints à l'exil quand d'autres espèrent trouver un avenir meilleur. Tous partent avec le cœur brisé et la peur au ventre. Tous doivent dire adieux à leurs parents, leurs frères et leurs sœurs. Ils savent qu'une longue route dangereuse les attend, mais ils rêvent de la vie qu'ils auront au sein de nos nations, les nations des droits de l'Homme. Ces enfants voyagent seuls, démunis face aux dangers et à la malfaisance des passeurs. Face à l'horreur, elle dénonce également ces êtres ignobles qui ne sont motivés que par l'argent, sans aucune estime pour la vie humaine. Des enfants racontent avoir payé 8 300 $ pour passer de l'Afghanistan à l'Italie, voyageant sans eau ni nourriture, accompagnés des cadavres de leurs camarades ayant succombé. Nous connaissons les tristement célèbres canots remplis de migrants dont la plupart n'arrivent pas vivants. Certains périples passent par la terre et traversent de nombreux pays. Les moyens de transports sont inhumains. On a déjà retrouvé des personnes cachées dans des matelas sur des toits de voitures. Elle interpelle le public : Arrivez-vous à vous représenter l'horreur de ces situations ? Ces jeunes sont affamés, épuisés, transis de froid, terrifiés. Mais ils survivent car l'espoir est toujours là, l'espoir d'un jour réaliser leurs rêves : le rêve d'une vie meilleure.

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989 constitue le cadre général de protection des enfants à l'international et notamment en Europe. Toutefois, cet instrument ne prévoit pas de disposition s'appliquant directement aux mineurs migrants non accompagnés, compliquant lourdement les questions législatives de leur accueil. Pour prendre en charge au mieux ces nouveaux arrivants, une évaluation de leur âge est mise en place. Elle est normalement effectuée au travers d'un simple entretien oral ainsi que d'une vérification des documents d'état civil. Mais bien souvent, l'apparence physique ou l'hésitation lors du récit de vie suffisent à mettre en doute la minorité du migrant et à justifier le recours à un examen médical. Ce dernier représente un danger pour les jeunes à cause des rayons utilisés ainsi qu'une violation de leur intimité. Par ailleurs, il n'est fiable qu'à 2 ans près. Ces jeunes arrivent à bout de forces, et ce qui ne devrait être qu'une simple formalité se transforme en un nouveau calvaire. Alors qu'ils devraient se sentir en sécurité, protégés, certains doutent d'eux et de leurs témoignages. Ils sont alors obligés de se livrer à un examen intrusif et peu fiable. Cela doit changer.

Connaissant l'état physique et psychologique dans lequel ces enfants arrivent, on pourrait penser que les autorités font tout pour les aider et leur trouver une nouvelle situation au plus vite, et cette fois digne d'un être humain. Et pourtant, la réalité est bien différente… Dans les zones frontalières, les arrivées sont nombreuses. Les agents en charge des mineurs n'hésitent pas, pour certains, à franchir la ligne de la légalité, notamment grâce aux tests médicaux peu fiables, afin de renvoyer ces jeunes chez eux, jugeant qu'ils sont déjà bien trop nombreux ici et qu'on ne peut pas aider tout le monde. Selon les experts interrogés par Eurochild, un organisme d'aide aux enfants, l'accès au système de placement en famille d'accueil pour enfants non accompagnés est inexistant ou très limité dans certains États membres de l'UE. De ce fait, les jeunes sont accueillis dans des refuges et vivent dans des conditions détestables. En effet, le nombre de migrants est si important que certains sont logés dans des camps de réfugiés, constitués de tentes. Ces jeunes se retrouvent souvent avec des adultes

et doivent donc encore une fois faire face à la criminalité. On recense plusieurs cas d'enfants, ayant enfin atteint leur but au péril de leur vie, qui se font enlever dans les camps et se retrouvent dans des réseaux de traite humaine. Pour les plus chanceux qui sont envoyés dans des centres exclusivement réservés aux mineurs, la partie n'est pas encore gagnée. Il est arrivé à maintes reprises que les centres d'accueils proposent aux jeunes de dormir dans un couloir froid, sur un simple matelas avec une petite couverture. D'autres part, l'accès à l'éducation est primordial pour l'avenir d'un enfant mais de nombreux obstacles s'y opposent. Dans certains États membres, les écoles ne sont pas préparées pour accueillir de vastes groupes d'immigrants. En outre, en raison de la barrière de la langue et de la distance entre les écoles et les centres d'hébergement, les enfants réfugiés peuvent avoir de grandes difficultés à suivre les cours. Comment pouvons-nous espérer les intégrer dans ces conditions ? Comment peuvent-ils espérer s'offrir un avenir dans ces conditions ?

C'est ici que nous, citoyens européens, devons intervenir. Nous devons nous investir pour que ces jeunes qui fuient la misère ne la retrouvent pas une fois arrivés en Europe. Si les conditions d'accueil sont si dures, c'est parce que les nations ne sont pas assez préparées à recevoir un nombre aussi important de migrants. Et c'est pourquoi nous avons le devoir de faire de l'Europe une terre d'accueil en aidant les nombreuses ONG impliquées dans ce combat. Cette aide peut se traduire par des dons, de votre temps ou de votre argent, par l'accueil de jeunes chez vous, dans vos écoles, ou au travers d'une offre d'accès à la santé, à l'éducation et à l'emploi. Donnons-leur de l'espoir, permettons-leur de retrouver une vie décente et offrons leur l'avenir dont ils rêvent. L'Union Européenne révolutionna les droits de l'Homme. Elle représente l'espoir, la stabilité et la liberté aux yeux du monde entier. A nous de montrer que les européens n'ont pas changé. Que nos idéaux sont toujours vivants et ne cessent d'évoluer.

Venons en aide à ces jeunes qui sont notre avenir, ainsi qu'à tous les autres. Car c'est notre monde, soyons ses citoyens, soyons solidaires, soyons unis.

Antoine MACH, spécialiste de la RSE et de la finance durable**,** a évoqué de son côté l'importance des pratiques innovantes pour produire, consommer, échanger – mais également investir autrement. Pour réaliser les ODD, les Nations Unies en appellent aux gouvernements, mais aussi à la société civile et au secteur privé.

On attend des entreprises qu'elles contribuent, par leurs pratiques, par leurs produits et leurs services, à la réalisation de ces objectifs, tout en réduisant leurs impacts négatifs sur des enjeux comme les droits de l'homme, les conditions de travail, la protection de l'environnement et la corruption. C'est en respectant le Pacte Global, le Global Compact lancé en l'an 2000 par le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan, que des progrès peuvent être réalisés. Aujourd'hui, dans tous les secteurs économiques, des initiatives vertes, durables, responsables se développent… même si le chemin est encore long !

Il est essentiel de mieux prendre en compte la finance durable et l'investissement responsable. Au plan international, les Principes pour l'Investissement Responsable ont été définis en 2006, avec l'appui de l'ONU. A Genève, une douzaine de praticiens ont créé l'association Sustainable Finance Geneva en 2007, avec l'ambition de connecter la rive droite et la rive gauche, les idéaux de la Genève internationale et les réalités de sa place financière ! Quelques années plus tard, l'association Swiss Sustainable Finance a été fondée à Zurich.

Les trois approches de la finance durable sont :

- L'exclusion : le refus d'investir dans des secteurs jugés néfastes, immoraux, comme par exemple les armes non conventionnelles, le tabac, et de plus en plus les énergies fossiles ;

- La sélection positive, l'inclusion : l'inclusion des entreprises les plus responsables, ou les moins irresponsables, selon des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ;
- L'engagement actionnarial.

La sélection positive passe aussi par la recherche de modèles d'affaires innovants, plus durables. Investir dans des sociétés dont les produits représentent des solutions aux grands problèmes de notre temps (l'investissement à impact, qui s'est concentré historiquement sur les petites et moyennes entreprises). Elle est basée sur l'engagement, le dialogue avec les sociétés dans lesquelles le fonds investit. C'est aussi l'objectif des stratégies d'investissement thématique, centrées sur des enjeux comme l'énergie, l'eau, les forêts, ou l'égalité entre hommes et femmes. Cette approche thématique tient aussi compte des informations négatives, des critiques, des controverses. Elle est attentive au greenwashing.

Mr Mach a donné quelques exemples de sélection positive. Covalence est impliquée dans un fonds d'investissement thématique sur le thème de la paix, avec la fondation PeaceNexus et le Fonds de gestion Pury, Pictet, Turretini. Le but est d'investir dans des entreprises qui contribuent à stabiliser les pays fragiles, les pays à risque de conflit. Ils s'intéressent par exemple aux efforts de Cisco et de Microsoft pour faire collaborer des entreprises israéliennes avec des start-up palestiniennes ou encore à Nestlé qui permet à des paysans déplacés et à d'anciens combattants de se reconvertir en cultivateurs de café en Colombie. D'autres actions concernant le marketing et la publicité pour la paix (ex. publicité de Google qui promeut l'amitié entre l'Inde et le Pakistan) ont été encouragées.

Un des pionniers, est l'ICCR, Interfaith Center on Corporate Responsibility, créé aux Etats-Unis par des églises en 1971, qui a appelé au désinvestissement en Afrique du Sud du temps de l'Apartheid. Aujourd'hui, cette organisation dépose régulièrement des résolutions d'actionnaires en assemblée générale des grandes entreprises, sur des sujets comme les droits de l'homme ou le changement climatique. Aux Etats-Unis, il est intéressant de voir aujourd'hui des centaines d'employés d'Amazon utiliser leur droit de vote d'actionnaire pour faire pression sur la société en matière sociale et environnementale.

Qui sont les investisseurs ? Il y a 50 ans, c'était principalement des privés, des individus, des familles. Aujourd'hui, plus de 60% de la valeur des entreprises cotées en bourse appartient aux investisseurs institutionnels : fondations, assurances, fonds de pension. A travers les fonds de pension, les citoyens possèdent une bonne partie des multinationales !

La finance durable a des effets directs, notamment avec des investissements à impact et des approches thématiques : l'argent va directement dans des bonnes entreprises, dans des solutions. Il y a aussi des effets indirects, plus difficiles à mesurer. La finance verte, avec les critères ESG et le label de DD, devient aujourd'hui un sujet de compétition entre les grandes marques car on assiste à un début de course à la durabilité. Cela fait comprendre aux investisseurs qu'il y a des risques à ignorer ces demandes, ces attentes, et qu'il y a des opportunités à les saisir également !

On parle davantage des enjeux sociaux et environnementaux dans les commentaires boursiers, pour expliquer la performance ou la contre-performance des sociétés. Par exemple, il semblerait que la mauvaise réputation de Monsanto sur les pesticides ait été sous-estimée par Bayer au moment de racheter l'entreprise : aujourd'hui l'action a perdu un tiers de sa valeur, 30 milliards d'euros !

Tout dépend de la volonté des investisseurs, c'est-à-dire de nos institutions et de nous-mêmes. La finance durable représente un puissant levier sur les entreprises et sur le capitalisme. Pour que cela marche, il faut sortir du cercle des convertis, de l'écosystème spécialisé, il faut que les partis politiques,

les syndicats, les associations participent à ce mouvement, interpellent les fonds de pension et leur banque nationale. Il faut aussi que les gouvernements donnent des incitations et facilitent le mouvement. C'est ce que l'UE est en train de faire. Des régulations comme la loi sur le devoir de vigilance, en France, ou encore l'initiative pour des multinationales responsables, en Suisse, vont aussi dans ce sens. La finance et l'économie peuvent être durables si nous le voulons, nous, consommateurs, investisseurs et citoyens.

Zoran RADOVIC, Responsable de FIDES Communautaire, Expert assermenté auprès de la Cour d'Appel de Rennes (Droit international et Droit européen), a tenu dans son message introductif à saluer fortement la capacité de Pascale Fressoz à fédérer, mobiliser et rassembler, un acte important qui est au cœur de l'ODD N°17. Il a rappelé dans son intervention l'importance de la transformation de l'homme et du politique en insistant sur la puissance des paroles et des mots car beaucoup de choses sont dialectiques.

Comment intégrer les 17 ODD dans l'économie de marché ? Est-ce qu'ils sont contre ou pour l'économie de marché ? Un économiste, Jean Fourastié, disait que nous transformons la nature en naturel. Nous transformons la pierre en fer, puis en véhicule, mais jusqu'où peut-on aller et investir cette nature aujourd'hui ? Il a rappelé que 500 hommes sont à l'origine de notre confort et ont permis les grandes transformations technologiques qui font notre quotidien (ex. le TGV qui a permis à certains intervenants de traverser toute la France en quelques heures et ainsi d'être à Genève au colloque). Il a aussi rappelé qu'il suffit d'un contretemps pour que tout s'arrête brutalement et paralyse toute activité. Nous sommes une espèce technologique.

Nous sommes tous issus de la nature, peut-être même de la lumière. Il a souligné qu'il croit en l'humanité et en la capacité de l'homme à créer une nouvelle évolution et une nouvelle révolution. La révolution qui va arriver est aussi grande que celle que nous avons vécu lorsque nous étions plus jeunes.

Aujourd'hui, beaucoup ne croient pas en cette révolution à venir. Les hommes et femmes politiques doivent organiser cette nouvelle société et ainsi avoir une nouvelle ambition pour tout le monde. Cette ambition est humaniste. Elle est importante pour la masse critique des jeunes et des générations nouvelles qui vont devoir résister à un choc qui sera extrêmement grave et durable. Par quels moyens résister à ce choc ? Il faut véritablement changer la politique pour résister au choc qui nous attend. Il est important de croire en l'homme et en la politique. Je crois en cette politique des 17 ODD.

Patrice Robineau, modérateur, a rappelé que les élus ont effectivement la responsabilité première d'engager des politiques permettant de pouvoir résister aux chocs économiques, sociaux et environnementaux qui nous attendent. Deux principaux obstacles doivent pour cela être surmontés : l'absence de vision des politiques et la puissance des lobbys économiques et financiers qui vont à l'encontre de la durabilité. C'est la résistance et l'innovation citoyennes qui peuvent contrer ces obstacles. En ce sens la mobilisation et la pression des mouvements citoyens ont toute leur importance pour faire entrer les ODD dans les stratégies et politiques, ainsi que dans la législation nationale.

Ahmed CHBAB, Membre du bureau de AIODD, a évoqué trois triangulaires avec trois questions.

Q 1. Comment résoudre la fracture qui existe entre les objectifs à atteindre sur le plan économique, social et environnemental d'une part, et les réalisations effectives de tout type de projets axés sur le développement durable d'autre part ? L'enjeu est de réduire cette fracture afin de pouvoir agir avec cohérence, efficience et efficacité pour la durabilité.

Q 2. Comment échapper à la bipolarité stérile entre le vouloir des citoyens et le savoir des sages et des concepteurs ? Il est important de concilier le pouvoir des politiques, le vouloir des citoyens et le savoir des sages par une réelle et utile dynamique pour le bien commun et le bien-être de tout le monde.

Q 3. Comment remédier également à une sorte de passivité volontaire et involontaire qui se remarque toujours entre la conscience envers les divers problèmes et le pouvoir d'agir pour apporter des solutions adéquates ? S'il y avait moins d'égos avec plus d'égaux, il y aurait probablement moins de problèmes dans ce monde. S'il y avait davantage de respect, de compassion et de bienveillance, avec une éthique, une équité et une exemplarité, alors les éléments clés seraient mieux pris en compte et nous n'aurions peut-être pas besoin d'évoquer l'importance d'atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Isabelle LEVRAT, Consultante et Formatrice spécialisée Psychotraumas, a souligné dans son message introductif que les ODD appellent chaque citoyen sur terre à utiliser sa créativité pour répondre aux défis du DD car ils indiquent la marche à suivre. Elle a évoqué l'importance du bien-être psychique et la réhabilitation de chaque individu. Les ODD sont à réaliser en tenant compte de la situation particulière et de la capacité de chaque acteur. L'humain est bien entendu au cœur des réalisations, sachant que le but de l'Agenda 2030 ne doit laisser personne de côté. Lorsque le cœur de certaines personnes a été dévasté par la pauvreté, la faim, les guerres, la priorité est bien sûr à la protection physique mais pas que ! Elle évoque à ce propos les blessures invisibles, celles au niveau de l'être et de la société. Les traumas engendrent des addictions, de l'agressivité, de l'instabilité, etc. Dans ce contexte, nous pouvons considérer que le trauma est un marqueur de vulnérabilité. Les traumas collectifs détruisent non seulement les personnes mais aussi le sentiment collectif de dignité, ce qui est confirmé par les neurosciences. Les traumas se transmettent de génération en génération et la violence devient alors la norme, d'où l'importance de tout le travail réalisé par les différents acteurs de la santé et autres professionnels pour y remédier.

Isabelle Levrat a montré comment sortir de l'enfermement des traumatismes vécus et bloqués dans l'être humain avec des outils performants comme la "Trauma Buster Technique"(TBT). Cette technique permet de libérer des traumas et troubles post traumatiques avec bienveillance. Pour une personne détraumatisée, c'est d'abord une extraordinaire libération personnelle, ouvrant ensuite le chemin d'une réinsertion dans la société. Elle est utilisée dans plusieurs pays, y compris aux Philippines, au Pakistan, et plus récemment en Suisse.

Les causes d'un traumatisme peuvent provenir de la famille, du milieu professionnel et social, de terrains de conflits, d'accidents subis ou vus, etc. Un enfant ayant subi des violences et plusieurs troubles peut voir son avenir fortement compromis. Améliorer la condition d'une personne peut avoir un impact sur les 17 ODD, en premier lieu sur l'ODD santé mais également, par voie de répercussion, sur les ODD relatifs à la nutrition, l'éducation, la capacité d'accéder à un emploi décent et l'implication dans la société. Isabelle Levrat conclut en exprimant le souhait de pouvoir contribuer à sa mesure, par cette pratique thérapeutique, à un avenir plus durable pour tous.

Sabine DEVLIEGER, co-fondatrice avec Max Deloor de l'ONG « Paix et Bienveillance en Action », psychologue, formatrice et coach internationale mais avant tout citoyenne du monde, est co-créatrice au sein du Centre International de Recherches et de Formations (CIREF) de l'ONG« Programme International des Arbres de la Paix et des ODD **».** Lancé le 14 novembre 2015, au lendemain des attentats de Paris, ce programme transculturel, inspiré de la haute intelligence et sagesse de la nature, est composé de 5 pratiques de reconnexion qui permettent de revenir en équilibre stable et centré, et d'incarner les 5 piliers des ODD au quotidien, notamment dans les "Ecoles Créatives pour la Paix et les ODD": Planète - Paix - Partenariats - Populations - Prospérité. Elle a salué la grande richesse de cette

journée à l'ONU, autour des ONG, en rappelant qu'à travers son intervention, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui nous suivent. Son action est développée dans 14 pays, notamment en Afrique. Derrière chaque grand Arbre de Paix inauguré, c'est toute une communauté qui se lève, grâce à des formateurs/accompagnateurs, pour activer toutes les forces vives internes locales, et pour entreprendre des actions innovantes pour solutionner les problématiques locales, en intelligence collective du cœur.

S. Devlieger a clôturé ce dernier panel avec un message d'optimisme valorisant les potentialités de chacun. Nous sommes à un moment déterminant de la trajectoire de l'humanité. Cette vision portée par les ODD est la plus belle version de l'humanité, dans son plus bel environnement et dans une démarche où elle révèle son plus beau potentiel et plus grand génie ! Le but est qu'il n'y ait plus de pauvreté, plus de personnes qui aient faim et que tous les êtres soient en bonne santé et dans le bien-être, sans que personne ne soit laissé de côté, ce qu'elle appelle des « évidences de bienveillance ». Cette vision commune des 17 ODD est la preuve d'une haute intelligence et conscience du cœur présente en chacun de nous. Les acteurs travaillant aux Nations Unies, mais également la coalition de personnes ayant participé à la création des ODD, ainsi que les gouvernements sont animés par cette intelligence du cœur. Le nouveau paradigme planétaire forgé par l'Agenda 2030 émane de cette capacité naturelle de coopérer dans la conscience de l'unité, de l'amour et de l'abondance universelle. L'être humain a naturellement une vision en harmonie avec la vie et la nature. C'est notre Vraie Nature, lorsque nous nous libérons de toutes les emprises de la peur. Nous pouvons réapprendre à activer notre vraie nature tous ensemble. C'est précisément un des buts des pratiques individuelles et collectives de « L'Arbre de Paix et des ODD » que de réactiver ces compétences innées. Cette vision, elle est présente dans la conscience individuelle et collective à travers une démarche de bienveillance, une démarche d'innovation qui soit plus en harmonie avec les lois universelles et les lois de la nature, pour libérer les talents créatifs et les splendeurs intérieures de chacun(e). Il faut aider à la révéler. Et partout sur terre, nos amis les grands arbres, ces grands sages paisibles parmi nous, sont là pour nous soutenir, nous inspirer et nous aider à y arriver, tous ensemble. Connectés entre terre et ciel, comme nous, ils sont des « Coachs Extraordinaires » pour réussir à être victorieux de la peur et devenir des maîtres de l'équilibre, de la résilience, de la libre joie d'être en expansion, du soutien mutuel solidaire et de l'expression créative des talents et forces de vie en chacun(e). Ils nous invitent à nous unir dans l'amour et la connexion d'unité comme une grande forêt d'arbres solidaires pour exprimer le génie collectif en créant de nouveaux possibles abondants, généreux et bienveillants pour tous les êtres de la planète. Une invitation à reprendre notre vie en main pour la vivre à partir de notre vraie nature dans la conscience du cœur afin de révéler la plus haute destinée de l'humanité, dans la plus belle expression de chacun et des collectifs, unie dans la bienveillance pour assurer un futur magnifique aux jeunes générations et toutes celles à venir…

Clôture : Remise d'un Prix à une entreprise exemplaire

La séance a été clôturée par une touche particulièrement positive et la valorisation d'actions exemplaires. Le Cercle des Dirigeants d'entreprises a remis un Prix, au nom de AIODD et UNESU, à **Antoine CROS**, dirigeant d'une entreprise exemplaire, Établissements André CROS, basée dans le bassin Grenoblois en France et intégrant la dimension environnementale à la fois dans ses produits, le processus de production et le bien-être au travail. Cette approche passe par la valorisation de ses collaborateurs à tous les niveaux ainsi que par l'intelligence collective, dans une logique de performance globale.

Le Service de Liaison avec les ONG de l'ONU et l'ensemble des partenaires, à savoir la Mission Diplomatique du Maroc auprès de l'ONU et des Organisations Internationales, l'Association des Fonctionnaires Internationaux Français (AFIF), l'Université de Savoie (IAE Savoie-Mont Blanc) et le Cercle des Dirigeants d'entreprises de Genève, ont été vivement remerciés pour le soutien qu'ils ont accordé à cette rencontre. Les intervenants ont quant à eux été chaleureusement remerciés pour la richesse de leurs contributions, tout comme le public, attentif et passionné par tant de réflexions et d'initiatives tournées vers la recherche de solutions pour un véritable développement durable. Une belle osmose s'est ainsi créée entre tous, animés par la même volonté : changer de paradigme pour réussir à **mettre « la boussole des ODD » au cœur des débats et de l'action… pour le bien-être de tous**.

En clôturant la réunion, **Patrice Robineau,** Modérateur de la rencontre**,** a mis en valeur la belle énergie qu'il a ressentie tout au long de cette journée, énergie due à une communauté de valeurs et de convictions, ainsi qu'à la complémentarité et l'authenticité des engagements qui se sont exprimés. Nous nous sommes tous sentis aspirés et inspirés par cette richesse de pensée et d'expériences partagées. Tenir un tel colloque dans l'enceinte des Nations Unies est tout sauf anodin : l'Agenda 2030 a été forgé dans cette organisation mondiale, unique et indispensable, qui en cette période lourde de menaces, a besoin de vous et de millions d'autres pour servir avec détermination les grandes causes qu'elle promeut : la paix, la justice, la dignité de chacun et de tous, le respect de l'environnement et de toutes les formes du vivant - autrement dit, tout ce que portent les Objectifs de Développement durable. Nous allons continuer à participer à leur mise en oeuvre, chacun à sa mesure et dans son champ d'action propre, renforcés dans notre action par le bel élan qui s'est dégagé aujourd'hui, ici, au Palais des Nations. Encore un grand merci à tous !